

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 04/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRODAIR ET CIE Strasbourg

72B QUAI JACOUTOT
Port aux Pétroles
67000 Strasbourg

Références : 0462/GC/AG
Code AIOT : 0006700462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement PRODAIR ET CIE Strasbourg, implanté 72B QUAI JACOUTOT Port aux Pétroles 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRODAIR ET CIE Strasbourg
- 72B QUAI JACOUTOT Port aux Pétroles 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement PRODAIR de Strasbourg procède à la séparation et à la liquéfaction de gaz de l'air (oxygène, azote, argon). Il est situé au Port aux Pétroles à Strasbourg, entre l'incinérateur TREDI et le dépôt WAGRAM, le long du Rhin.

Le dernier arrêté préfectoral portant autorisation est celui du 12 mars 1990. Les prescriptions d'exploitation sont codifiées dans un arrêté préfectoral du 18 février 2020.

Ces installations sont également soumises aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des risques majeurs, de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels et de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prise en compte du retour d'expérience dans le SGS
- Mesure de maîtrise des risques – détection de CO₂ et d'hydrocarbures dans le rebouilleur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I – 6	/	Sans objet
3	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 – 5	/	Sans objet
4	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
5	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I – 6	/	Sans objet
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	/	Sans objet
7	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Sans objet
8	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Sans objet
9	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est rappelé que l'exploitant doit déclarer à l'inspection tout accident ou incident d'exploitation pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Cette obligation ne se limite pas aux accidents majeurs et peut aussi concerner les fluides frigorigènes.

A la demande de l'inspection, il est attendu que l'exploitant transmette la liste des hydrocarbures recherchés par l'analyseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thèmes : Actions nationales 2023, Existence d'un SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, dans l'établissement, un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Un système de gestion de la sécurité est mis en place par l'exploitant. Il est basé sur le système de management du groupe élaboré au niveau de la direction (USA) et adapté pour répondre aux besoins locaux. Il est révisé tous les cinq ans ou suite à retour d'expérience.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I – 6
Thèmes : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention [...]
Constats : Le traitement des incidents/accidents est effectué informatiquement en suivant une procédure dite « event management » qui englobe tous les événements indésirables. Chaque événement est analysé par les services EHS France et Europe du Nord sur la base d'une échelle de gravité interne et selon des critères de quantités de produits répandues, d'atteintes aux personnes, de coûts matériels et de dommages causés à l'environnement. Toutefois, les seuils de cette matrice ne correspondent pas aux critères de l'échelle européenne, cette matrice interne étant utilisée à des fins d'harmonisation au niveau du groupe. L'exploitant indique que, lors de l'analyse réalisée par les services EHS France et Europe du Nord pour chaque accident, une caractérisation est effectuée sur la base des indicateurs de l'échelle européenne afin de déterminer s'il s'agit d'un accident majeur ou non devant faire l'objet d'une notification. L'exploitant ajoute que les accidents répertoriés dans l'étude de danger et ceux conduisant à déclencher le POI font systématiquement l'objet d'une notification au même titre qu'un accident majeur.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : L'exploitant doit élargir la liste des événements/accidents communiqués à l'Inspection

N° 3 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 – 5
Thèmes : Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
Prescription contrôlée : [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant, si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...] A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]
Constats : Les défaillances et anomalies de MMR sont traitées selon la même procédure que celle utilisée pour tout type d'évènement (« event management »). Le système informatique permet l'enregistrement de l'évènement et est utilisé en tant que base de données lors du ré-examen de l'étude de dangers. La dernière défaillance enregistrée est un défaut constaté sur une soupape de sécurité en date du 12 janvier 2022 dont le re-étalonnage a permis le retour à un fonctionnement normal. Les services EHS France et Europe du Nord sont chargés d'analyser les causes (arbre des causes) et d'élaborer un plan d'action. Selon la criticité et l'importance de l'évènement, établies selon la matrice interne au groupe, la validation de l'analyse et la déclinaison du plan d'action sont effectuées soit au niveau continental, soit au niveau mondial.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thèmes : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'il n'informe pas l'inspection de tous les événements. Seuls les plus importants font l'objet d'un rapport d'accident transmis à l'inspection. Le dernier, mentionnant les éléments prévus par l'article R512-69 du code de l'environnement, concerne une fuite de fluide

frigorigène (gaz R134a) en date du 30 mai 2022 consécutive à un changement de matériel. L'exploitant précise que les accidents majeurs et ceux listés dans l'EDD et/ou entraînant le déclenchement du POI font systématiquement l'objet d'un rapport transmis à l'inspection. Les autres incidents/accidents sont signalés au cas par cas selon l'analyse faite par le service EHS.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I – 6

Thèmes : Actions nationales 2023, Exploitation du REX

Prescription contrôlée :

[...]

Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

[...]

Constats :

Chaque événement fait l'objet d'une analyse et d'un retour d'expérience (REX).

La procédure mise en place au sein du groupe, gérée informatiquement, conduit à partager le REX de manière ascendante soit au niveau continental, soit au niveau mondial. Il est ensuite partagé de manière descendante sous forme de questionnaire et de mise à jour à l'ensemble des installations. L'exploitant a illustré cette procédure à travers un accident survenu dans l'une de ses installations asiatiques.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thèmes : Risques accidentels, Qualification de la MMR

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

Une mesure de maîtrise des risques (MMR) visant à prévenir le risque d'explosion du rebouilleur est constituée par le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle en cas de détection de CO₂ ou d'hydrocarbures.

La détection d'hydrocarbures entraîne également, après un compte à rebours de 45 minutes, l'arrêt de l'unité de production en l'absence d'intervention des opérateurs.

En cas de déclenchement d'alarme, les opérateurs présents en permanence sur place procèdent à une levée de doute et, le cas échéant, à l'arrêt de l'unité de production.

Lors de la visite, la détection de CO₂ a été testée. La détection a entraîné le déclenchement de l'alarme sonore et visuelle. L'inspection a également constaté que le déclenchement d'alarme en cas de présence d'hydrocarbures est paramétré tel que prévu dans l'arrêté préfectoral du 18 février 2020.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thèmes : Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant, pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Les détections de CO2 et d'hydrocarbures sont testées mensuellement par l'exploitant à l'aide de gaz étalons dont les caractéristiques ont été présentées à l'inspection. Il s'agit de mélange contenant du CO2 pour l'un et du méthane pour l'autre tel que prévu par le fournisseur du matériel de détection. Les derniers tests ont été réalisés le 30 août 2023. Les enregistrements de ces tests ont été présentés. Il apparaît que la chaîne constituant la MMR est testée dans son intégralité.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thèmes : Risques accidentels, Gestion des shunts
Prescription contrôlée : [...] il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.
Constats : La chaîne de détection de présence de CO2 et d'hydrocarbures est testée par injection de gaz étalons (conditionnés en bouteilles) en direction des analyseurs en lieu et place des gaz provenant du rebouilleur via une vanne trois voies. Ce court-circuit est réalisé par l'une des deux personnes chargées de la maintenance. Ces deux employés de l'exploitant sont accrédités à cet effet. Les certificats en date du 11 mars 2023 ont été présentés. Chaque test conduit au déclenchement des alarmes sonores et visuelles. Le retour au fonctionnement normal, et donc l'acquittement des alarmes, ne peut être réalisé que par un retour à l'injection des gaz issus du rebouilleur.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
--

Thèmes : Risques accidentels, Perte d'utilités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>La MMR relative à la détection de CO2 ou d'hydrocarbures dans le rebouilleur fonctionne en sécurité positive. Tout défaut d'analyseur entraîne le déclenchement des mêmes alarmes sonores et visuelles qu'en cas de détection réelle de CO2 ou d'hydrocarbures.</p> <p>En cas de défaillance, l'unité de production est mise à l'arrêt.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet